



n° 152 - Juillet 2012



Évolution de l'emploi dans la Haute-Marne

Un tissu productif à forte composante industrielle, diversifié et concentré

Le tissu économique de la Haute-Marne est fortement industrialisé et spécialisé dans la métallurgie mais demeure diversifié en raison des nombreux débouchés de son industrie métallurgique. Les difficultés de grands établissements industriels et le faible développement du tertiaire accentuent la baisse des emplois dans le département. Durant la crise, la Haute-Marne connaît de fortes pertes d'emploi mais aussi une accélération de la mutation du tissu productif avec l'externalisation d'activités de l'industrie vers les services. Après la crise, ce phénomène se poursuit à travers une montée en charge du travail intérimaire alors que les emplois stables de l'industrie continuent de diminuer à un rythme soutenu, signe d'un contexte économique encore très incertain.

Avec 39 800 salariés fin 2011, la Haute-Marne pèse pour 14 % dans l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles de Champagne-Ardenne. Le département est fortement industrialisé avec 36 % des salariés employés par l'industrie, soit 6 et 14 points de plus qu'aux niveaux régional et national. Entre fin 2001 et fin 2011, la Haute-Marne connaît une évolution des emplois moins favorable qu'au niveau régional (-1,1 % en moyenne annuelle, contre -0,9 % et +0,1 % en France métropolitaine). Au cours de la période 2001-2007, en raison de la tendance générale à la désindustrialisation et du poids élevé de l'industrie dans le tissu économique du département, l'emploi baisse davantage qu'au niveau régio-

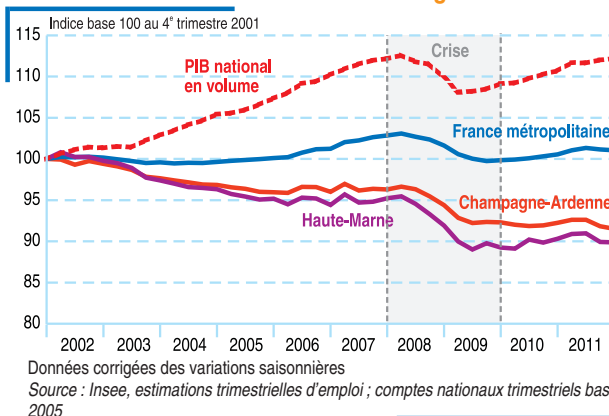
nal. Pendant les deux années de crise, qui fragilisent surtout l'industrie, ce différentiel s'accroît encore. À partir de 2010, grâce à la bonne tenue de l'intérim et au fort ralentissement des pertes d'emploi industriel, la Haute-Marne est le seul département de Champagne-Ardenne à gagner des emplois.



2001-2007 : la métallurgie, premier secteur industriel, résiste mieux qu'au niveau national

En Haute-Marne, entre 2001 et 2007, le poids élevé de l'industrie conduit à une diminution de l'emploi (-0,8 % par an) plus forte qu'au niveau régional (-0,6 %). Au cours de cette période, l'industrie haut-marnaise contribue pour 1 700 aux 2 700 pertes totales d'emploi. Le tissu industriel haut-marnais se

Évolution de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



>> Le département de Haute-Marne

La Haute-Marne est le département de Champagne-Ardenne le moins peuplé : avec 185 200 habitants au 1^{er} janvier 2009, il pèse pour 14 % dans la population régionale. Entre 1999 et 2009, en perdant 9 600 habitants, la Haute-Marne connaît la plus forte baisse démographique des départements de France (-0,50 % en moyenne annuelle). L'excédent naturel des naissances sur les décès devient quasi-nul alors que le déficit des arrivées sur les départs s'aggrave nettement. Chaque année, au jeu des migrations, la Haute-Marne perd 0,56 % de ses habitants, taux le plus défavorable des départements de France. En prolongeant les tendances passées, le nombre de Haut-Marnais pourrait encore diminuer de 6 000 personnes à l'horizon 2015. L'offre réduite en établissements d'enseignement supérieur est lourde de conséquences sur les départs des plus jeunes. Aussi, au contraire des trois autres départements, les moins de 20 ans sont moins nombreux que les 60 ans ou plus.

Bien que traversé par l'A5 et l'A31, l'absence d'axe routier rapide entre Saint-Dizier et Chaumont peut pénaliser l'attractivité démographique et économique du département. Depuis 2009, pour renforcer cette attractivité et favoriser l'innovation dans les entreprises, la Haute-Marne accueille le Pôle technologique de Haute-Champagne qui met à disposition d'une soixantaine d'établissements industriels des études technologiques et essais menés dans les laboratoires du site.

Dans le département, aucune agglomération n'atteint 50 000 habitants - Saint-Dizier, la plus peuplée, compte 32 800 habitants - et un Haut-Marnais sur deux réside dans une commune rurale, contre un Champardennais sur quatre. La densité de population est très faible avec 30 habitants par km², soit la 7^e plus faible densité des départements français. La Haute-Marne est le département le moins artificialisé de la région, la forêt couvre 40 % de son territoire.

caractérisé par une forte spécialisation dans la métallurgie, secteur en grande difficulté en France. La métallurgie représente, fin 2007, 17 % des emplois salariés des secteurs marchands du département, deux fois plus qu'au niveau régional et six fois plus qu'au niveau national. Cependant, au cours de la période 2001-2007, l'emploi de la métallurgie diminue à un rythme près de deux fois moins élevé en Haute-Marne (-1,2 %) qu'au niveau national (-2,2 %). Cette meilleure résistance peut s'expliquer par une moindre dépendance de la métallurgie haut-marnaise à la construction automobile dont les difficultés, depuis 2005, rejaillissent sur de nombreux secteurs amont. En particulier, *Les Forges de Bologne*, plus grand établissement industriel haut-marnais, produit des pièces métalliques destinées à de nombreux marchés : aéronautique, médical, énergie et transports.

Le constat est semblable dans la fabrication de produits en caoutchouc, deuxième secteur le plus représenté dans le département, qui perd 1,1 % de ses emplois en moyenne annuelle sur 2001-2007, contre 1,8 % au niveau national.



2001-2007 : des difficultés concentrées dans quelques grands établissements de l'agro-alimentaire et du matériel de transport

En revanche, les industries agro-alimentaires, qui pèsent pour 5,2 % dans l'emploi salarié marchand du département, connaissent des pertes beaucoup plus importantes (-3,4 % par an avec la disparition de 500 emplois entre 2001 et 2007), qu'au niveau régional (-1,1 %) et national (-0,7 %). En Haute-Marne, le secteur agro-alimentaire se caractérise par un petit nombre d'établissements exerçant dans un champ restreint d'activités (produits laitiers et viande bovine pour l'essentiel) : les cinq plus grands établissements concentrent ainsi 60 % des salariés du secteur. La spécialisation et la concentration des emplois sont autant de facteurs de fragilité pour l'emploi en cas de crise sur une filière ou de restructuration d'un établissement. Ainsi, la reprise en 2004 de l'usine *Miko*, premier employeur du secteur, par le groupe *Unilever* se traduit par une forte baisse de l'emploi dans le secteur (500 emplois perdus entre 2001 et 2007).

La fabrication de matériel de transport, bien que marginale en Haute-Marne avec 2 % de l'ensemble des emplois salariés du département, connaît une situation similaire aux industries agroalimentaires : les cinq plus grands établissements du secteur concentrent 98 % de l'emploi et *Mc Cormick*, le plus important, contribue pour les trois-quarts aux 500 emplois perdus sur la période. Cet établissement, spécialisé dans la construction de véhicules agricoles, perd 370 emplois, dont 250 licenciements dans le cadre d'un plan social et 120 départs avec la mise en place du dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante. Les baisses d'effectif dans le secteur du matériel de transport sont cependant minimisées par le changement d'activité principale de l'établissement *Mc Cormick* qui passe du commerce, en 2001, à l'industrie, en 2002. Sans tenir compte de ce reclassement, les effectifs industriels du département auraient diminué comme en région, de -2,5 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2007, au lieu de -1,6 %, alors que l'emploi serait resté stable dans le commerce au lieu de diminuer de -2,0 %. Les deux autres secteurs les plus représentés en Haute-Marne, l'industrie du bois-papier-carton, assez présente en raison des ressources forestières importantes, et les « autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements » perdent davantage d'emplois qu'en France et qu'en région, contribuant à eux deux pour 800 emplois aux pertes dans l'industrie.

Les dix plus grands établissements industriels de la Haute-Marne fin 2007

Raison sociale	Secteur d'activité	Tranche d'effectif salarié
FORGES DE BOLOGNE	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	500 à 749
COGESAL-MIKO	Fabrication de denrées alimentaires, boissons	250 à 499
FORGES DE COURCELLES	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	250 à 499
FONDERIES DE BROUSSEVAL ET MONTREUIL	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	250 à 499
FREUDENBERG	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	250 à 499
ACIÉRIES HACHETTE ET DRIOUT	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	250 à 499
FERRY CAPITAIN	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	250 à 499
MC CORMICK FRANCE	Fabrication de matériels de transport	250 à 499
SOCIETE B.G.	Fabrication de denrées alimentaires, boissons	250 à 499
G.H.M.	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	250 à 499

Avertissement : depuis le 31/12/2007, certains établissements ont pu fermer ou voir leur effectif évoluer.
Source : Insee, Clap



2001-2007 : l'emploi tertiaire peine à se développer, excepté l'intérim

Déjà fragilisée par le poids élevé de l'industrie dans son économie, la Haute-Marne ne connaît pas le phénomène de tertiarisation observé en France et, dans une moindre mesure, dans la région. L'emploi des services marchands hors intérim reste stable sur la période 2001-2007 alors qu'il augmente de +0,3 % en Champagne-Ardenne et de +1,2 % en France métropolitaine. Cette moindre évolution touche toutes les activités de services, sans doute freinées dans le développement par la faible densité économique du département et l'absence de grande agglomération. Aussi, la sous-représentation des services dans l'emploi haut-marnais s'accroît au cours de la période : fin 2007, ils pèsent pour 29 % dans l'emploi salarié marchand du département, soit cinq points de moins qu'en Champagne-Ardenne et 15 points de moins qu'en France métropolitaine. En raison d'une démographie défavorable, l'emploi du secteur du commerce, en excluant l'effet du reclassement de *Mc Cormick* du commerce vers l'industrie, reste stable alors qu'il croît de +0,7 % par an en France métropolitaine pendant que la croissance des emplois de la construction est moins vive qu'au niveau national (+1,3 % par an en moyenne contre +2,5 % en France métropolitaine).

Seul l'emploi intérimaire progresse, au même rythme qu'au niveau national (+2,4 % par an), porté par l'accroissement du recours à l'intérim dans l'industrie en lieu et place d'emplois plus stables. Fin 2007, 4,9 % des salariés haut-marnais sont des intérimaires, soit 0,8 point de plus qu'en France métropolitaine. Parmi ces emplois, 73 % sont localisés dans un établissement industriel, contre 43 % au niveau national.



2008-2009 : une crise marquée malgré un recours massif au chômage partiel

La crise économique de 2008-2009 accentue l'écart d'évolution de l'emploi entre la Haute-Marne et la région et de surcroît la tendance nationale. Entre fin 2007 et fin 2009, l'emploi marchand non agricole haut-marnais perd 2 700 salariés, soit un rythme de baisse de -3,2 % par an contre respectivement -2,1 % en Champagne-Ardenne et -1,5 % en France. Comme au niveau national, la crise se traduit par une forte diminution de l'emploi industriel. Cependant, avec 1 800 emplois perdus, la baisse de l'emploi est davantage marquée en Haute-Marne

en raison du poids de l'industrie dans son économie, mais également d'une plus forte diminution qu'au niveau national. Les secteurs industriels les plus présents de Haute-Marne (fabrication de produits en caoutchouc, industrie agroalimentaire, industrie du bois) connaissent des pertes d'emploi plus fortes qu'au niveau national. Ces trois secteurs industriels, qui pèsent en 2007 pour 31 % des emplois de l'industrie du département, contribuent pour 41 % à la baisse de l'emploi industriel au cours des deux années de récession. En particulier, la moins bonne tenue de l'agro-alimentaire déjà constatée au cours des années 2001-2007 s'aggrave, avec une nouvelle diminution des emplois de -6,5 % par an, contre -0,9 % au niveau national. Cette diminution est en grande partie imputable à une nouvelle restructuration de *Cogesal-Miko*, plus grand établissement du secteur et deuxième plus grand établissement employeur privé du département fin 2007, qui perd la moitié de ses emplois durant la crise.

Dans l'industrie métallurgique et la fabrication de matériel de transport, les pertes d'emploi sont moins marquées et suivent le même rythme qu'en Champagne-Ardenne et en France. La forte mobilisation du dispositif de chômage partiel a pu contribuer à cette situation moins défavorable que dans les autres secteurs industriels. Au cours des années 2008 et 2009, la métallurgie et la fabrication de matériel de transport sont en effet les principaux bénéficiaires du dispositif destiné à maintenir les compétences dans les entreprises en période de fort ralentissement de l'activité. Avec 1,1 million d'heures de chômage partiel utilisées en deux ans, les établissements industriels haut-marnais consomment 26 % de l'ensemble des heures utilisées dans l'industrie en Champagne-Ardenne, soit le double du poids de la Haute-Marne dans l'emploi industriel régional. En 2009, au plus fort de l'utilisation de la mesure, le nombre d'heures de chômage partiel consommé atteint 65 heures par emploi industriel en Haute-Marne, contre 40 en Champagne-Ardenne et 20 en France métropolitaine.



2008-2009 : en réponse à la crise, l'emploi intérimaire se contracte, les externalisations de l'industrie vers les services se développent

Au cours de la crise, les industriels ajustent l'emploi à la forte baisse de l'activité en premier lieu sur les intérimaires puis sur les emplois plus stables. Ainsi, l'intérim, en forte croissance entre fin 2001 à fin 2007, est le premier secteur touché en période de crise. En deux ans, 800 emplois intérimaires sont

Évolution annuelle moyenne de l'emploi salarié marchand non agricole

	Période 2001-2007			Période 2008-2009			Période 2010-2011			Emploi fin 2001	Emploi fin 2011	Evolution de l'emploi entre 2001 et 2011
	Haute-Marne	Champagne-Ardenne	France métropolitaine	Haute-Marne	Champagne-Ardenne	France métropolitaine	Haute-Marne	Champagne-Ardenne	France métropolitaine			
Industrie	-1,6	-2,5	-2,0	-5,6	-4,6	-3,4	-1,2	-2,6	-0,9	18 000	14 200	-3 800
Construction	1,3	1,4	2,5	-2,3	-0,4	-1,0	-1,3	-1,9	-0,8	3 500	3 600	100
Commerce	-2,0	-0,5	0,7	-1,7	-1,0	-0,9	-0,2	-0,2	0,4	8 500	7 300	-1 200
Services marchands hors intérim	0,0	0,3	1,2	1,3	1,0	0,1	0,1	0,8	1,2	12 400	12 800	400
Intérim	2,4	2,4	2,3	-20,7	-16,3	-12,6	24,5	7,6	7,3	1 800	2 000	200
Ensemble	-0,8	-0,6	0,5	-3,2	-2,1	-1,5	0,3	-0,4	0,6	44 300	39 800	-4 500

Source : Insee, estimations trimestrielles d'emploi

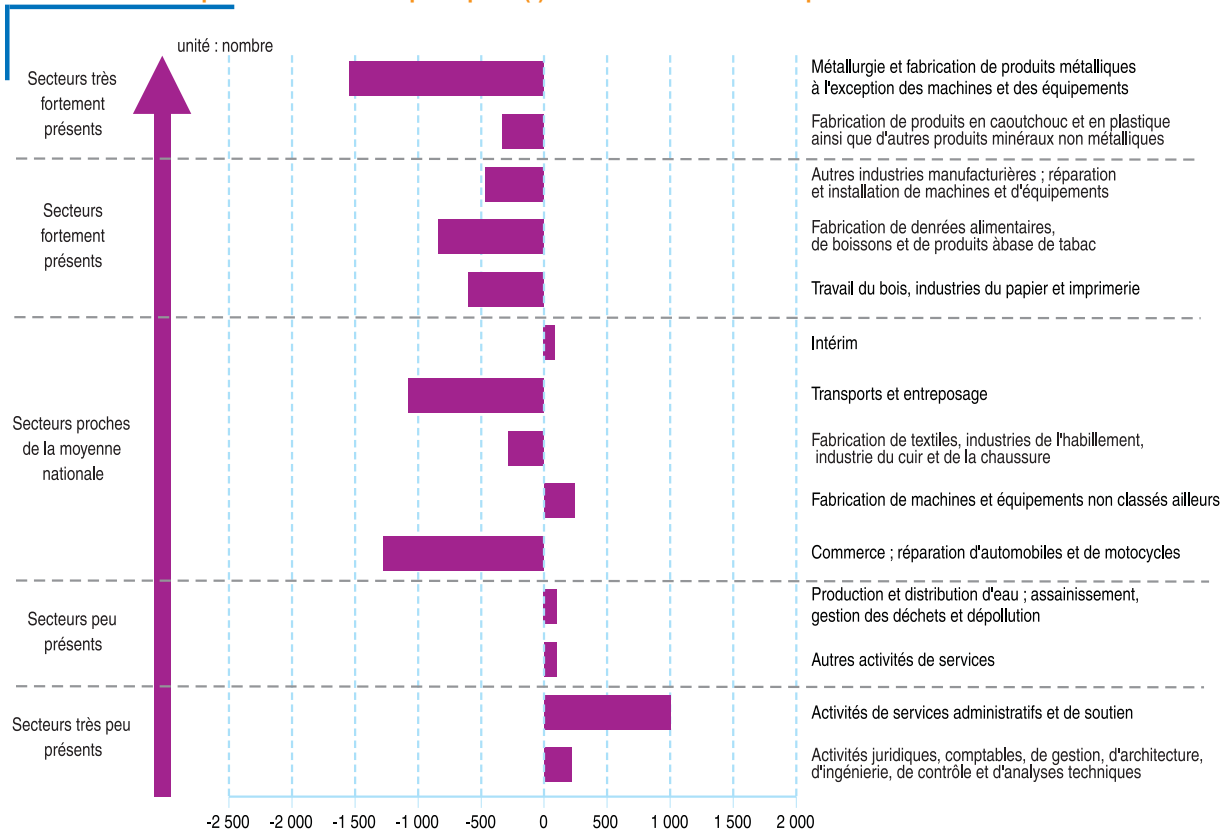
perdus en Haute-Marne, dont 80 % concernent des missions dans l'industrie. L'impact est d'autant plus important dans le département (-20,7 % par an) qu'en Champagne-Ardenne (-16,3 %) ou qu'au niveau national (-12,6 %) que les missions d'intérim sont encore davantage localisées dans l'industrie que dans les autres secteurs d'activités. En réintégrant les pertes d'emploi intérimaire fourni par l'industrie aux pertes d'emploi industriel, les effectifs de l'industrie haut-marnaise diminuent de 2 400 au cours des années 2008 et 2009, soit l'équivalent de 90 % des pertes d'emploi salarié marchand du département. En revanche, la crise semble avoir accéléré le processus d'externalisation. Contraints d'améliorer leur productivité en transformant des coûts fixes en coûts variables pour réduire les emplois permanents, les industriels externalisent des tâches jusqu'alors réalisées au sein de l'entreprise vers des prestataires de services (nettoyage, sécurité, gardiennage...). Ainsi, au cours de la période 2008-2009, portés par la création nette de 600 emplois dans les *activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien*, les effectifs des services marchands hors intérim progressent de 400 emplois : avec +1,3 % par an, l'évolution est même plus favorable qu'au niveau régional (+1,0 %) et qu'au niveau national (+0,1 %). Néanmoins, la tertiarisation des emplois reste freinée par le secteur du commerce : déjà moins dynamique qu'au niveau national avant la crise : il perd -1,7 % de ses effectifs par an sur la période 2008-2009, soit une baisse deux fois plus marquée qu'en France. Le secteur de la construction connaît des tendances similaires au commerce, avec une baisse de l'emploi de -2,3 % par an, contre -1,0 % au niveau national.



2010-2011 : nette hausse de l'emploi intérimaire, signe d'une reprise économique fragile et d'un avenir encore incertain

En 2010, l'économie française redémarre et soutient les créations d'emploi (+0,6 % par an en moyenne au cours des deux années 2010 et 2011). La Haute-Marne crée aussi des emplois (+300 emplois en deux ans), pendant que les autres départements de la région continuent d'en perdre. Entre fin 2009 et fin juin 2011, avec 800 emplois créés, l'effet de la reprise économique est relativement plus vif en Haute-Marne que dans la région ou même en France métropolitaine. Cependant, comme l'ensemble de la Champagne-Ardenne, le département est plus fortement impacté qu'au niveau national par le contrecoup du ralentissement du second semestre 2011 ; les 500 emplois détruits annulent une grande partie des gains de la période précédente. En Haute-Marne, la reprise se caractérise par une nette amélioration de l'emploi intérimaire, davantage marquée que dans l'ensemble de la région et qu'au niveau national. Avec 2 050 salariés fin 2011, l'intérim retrouve en Haute-Marne son niveau d'avant crise de fin 2007, signe d'une reprise de l'activité, mais qui témoigne également de la réticence des chefs d'entreprises à embaucher durablement des salariés dans un contexte économique encore très incertain. La reprise de l'activité est également visible dans les secteurs de l'industrie : au cours des années 2010 et 2011, 300 emplois industriels sont perdus, soit un rythme annuel moyen de -1,2 %, dans la tendance nationale et deux fois

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux (*) secteurs d'activité sur la période 2001-2011 dans la Haute-Marne



(*) Secteurs au niveau A38 de la NAF Rév.2 dont les évolutions sont supérieures à 100 emplois

Lecture : le secteur de la métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements est très fortement sur-représenté en Haute-Marne, avec une part dans l'emploi total beaucoup plus élevée que la part nationale. À l'inverse, le secteur des activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques est très fortement sous-représenté avec une part nettement plus faible qu'au niveau national. Le secteur du transport et entreposage n'est pas un secteur spécifique dans la Haute-Marne, son poids étant proche du poids moyen national

Source : Insee, Estimations d'emploi ; Clap, méthode régionale

moins élevé qu'au niveau régional. Parmi ces 300 nouvelles pertes nettes d'emploi, les trois-quarts sont localisés dans la métallurgie et la fabrication de matériel de transport. En 2010, le recours au chômage partiel, principalement utilisé par ces deux secteurs d'activités, demeure à un niveau élevé (30 heures par emploi industriel) et très supérieur aux moyennes régionale (15 heures) et nationale (8 heures), conséquence d'un niveau d'activité et de carnets de commandes encore insuffisants. Cette situation s'atténue fortement en 2011 : le recours au dispositif de chômage partiel retrouve un niveau proche des années précédant la crise.

Au cours de la période 2010-2011, le phénomène de tertiarisation amorcée pendant la crise, tend à s'essouffler au contraire de la tendance régionale : l'emploi des services marchands, hors intérim, augmente de +0,1 % en moyenne annuelle, contre + 0,8 % en Champagne-Ardenne et +1,2 % sur le territoire national. Néanmoins, les externalisations d'activités se poursuivent : au sein des services, les « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien », qui regroupent une grande partie des services aux entreprises, gagnent 200 emplois en deux ans. Dans le même temps, les services de transports et l'entreposage perdent 200 emplois et, en lien avec la situation démographique défavorable du département, le commerce et la construction continuent de perdre des emplois.

Bilan 2001-2011 : un département de tradition industrielle, fortement affecté par les mutations en cours

Au cours des dix dernières années, la Haute-Marne perd 4 500 emplois salariés marchands non agricoles, soit une baisse annuelle moyenne de -1,1 %, contre -0,9 % en Champagne-Ardenne et une croissance de +0,1 % au niveau national. En raison du poids élevé de l'industrie dans son économie, le département souffre particulièrement du phénomène général de désindustrialisation accentué par la crise. Entre 2001 et 2011, l'industrie haut-marnaise perd 3 800 emplois salariés, dont 1 500 dans le secteur de la métallurgie qui représente à lui seul le tiers des pertes nettes d'emploi dans le département. Néanmoins, la métallurgie haut-marnaise, premier secteur industriel du département, résiste relativement mieux qu'au niveau régional en raison de la diversification de sa production et du recours massif au dispositif de chômage partiel pendant la crise ; à titre de comparaison, dans les Ardennes où la métallurgie pèse autant, mais reste davantage spécialisée sur l'amont de la filière automobile, le secteur contribue à près de la moitié aux pertes totales d'emploi salarié du département.

Dans d'autres secteurs industriels, avec la concentration des emplois au sein de quelques grands établissements phare, l'emploi est fragilisé. Ainsi, les industries agroalimentaires perdent 800 emplois notamment lors du rachat de *Miko* par *Unilever* et la fabrication de matériel de transport en perd 700 avec les grandes difficultés de *Mc Cormick*, en excluant l'effet de son reclassement du commerce vers l'industrie.

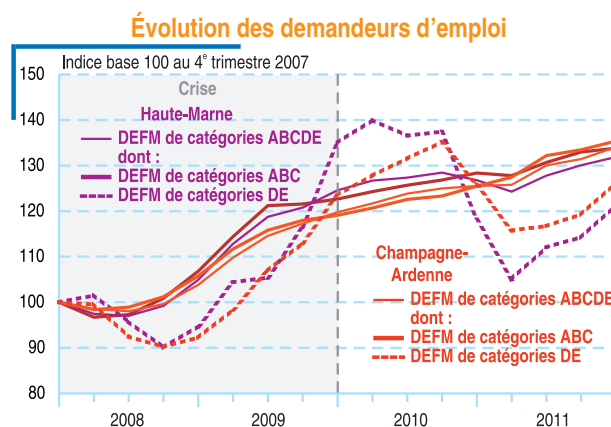
Au cours des dix dernières années, la tertiarisation du tissu productif haut-marnais avance à un rythme ralenti. La faible densité économique et la baisse démographique constituent des freins au développement du commerce. La construction est aussi touchée et ne crée pas d'emploi, au contraire des tendances régionale et nationale (+0,4 % et +1,1 % par an en moyenne). Dans les transports et l'entreposage, l'emploi

diminue fortement avec une perte de -1 100 emplois salariés, en raison de la baisse de l'activité industrielle dans le département et des fortes pertes d'emploi sur les sites *SNCF* de Culmont-Chalindrey. Seul l'emploi des services marchands, hors intérim, augmente, de +0,3 % par an. Dans ce secteur, avec l'accélération des phénomènes d'externalisation et de tertiarisation de l'industrie amorcée pendant la crise, les activités de services administratifs et de soutien et les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques créent 1 300 emplois entre 2001 et 2011.

Les effets de la crise et de la reprise sur la demande d'emploi sont plus marqués que dans l'ensemble de la région

En Haute-Marne, avec la perte de 2 400 emplois salariés marchands entre fin 2007 et fin 2011, l'emploi diminue comme au niveau régional (-1,4 % par an, contre -1,3 %). Sur la même période, l'évolution de la demande d'emploi est également proche de la moyenne régionale, avec une hausse de +7,6 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories ABC tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, contre +7,9 % au niveau régional. La légère moindre hausse de la demande d'emploi par rapport au niveau régional, alors même que l'emploi décroît à un rythme un peu plus important est liée aux différences de tendances démographiques. La situation démographique défavorable du département se traduit par une diminution des actifs (personnes en emploi et chômeurs) : en 2009, dans la tranche d'âges des 20 à 59 ans où se concentrent les actifs, la Haute-Marne perd 1 500 habitants.

Fin 2011, 11 600 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories ABC, soit 2 900 demandeurs d'emploi de plus que fin 2007. Comme fin 2007, la Haute-Marne pèse pour 12,5 % dans la demande d'emploi régionale, proportion supérieure d'un point au poids du département dans l'emploi salarié marchand de Champagne-Ardenne.



Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

Lecture :

- les DEFM de catégories ABC regroupent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.
- les DEFM de catégorie D regroupent les demandeurs d'emploi, sans emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...
- les DEFM de catégorie E regroupent les demandeurs d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés notamment), non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Sources : STMT Pôle emploi, Dares - calcul des CVS - DIRECCTE Champagne-Ardenne / SESE

La Haute-Marne se caractérise par une plus forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi qu'en région durant la crise suivie d'un plus fort ralentissement durant la reprise. Au cours de la crise des années 2008 et 2009, les demandeurs d'emploi de catégories ABC augmentent de +10,7 % par an, soit une hausse supérieure à la moyenne régionale (+9,4 %), en raison de la plus forte baisse de l'emploi que connaît le département (-3,2 % contre -2,1 %). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC est cependant atténuée par l'utilisation du chômage partiel et la mise en place de dispositifs de formation pour le retour à l'emploi : la forte mobilisation dans le département des dispositifs d'accompagnement aux restructurations, notamment les conventions de reclassement personnalisé (CRP), ralentissent les entrées à Pôle emploi en listes ABC. Les demandeurs d'emploi de catégories D et E, incluant les demandeurs d'emploi bénéficiant de formations, telles les CRP, ou de contrats aidés, augmentent de +16,2 %, contre +11,2 % dans la région. Toutes catégories confondues ABCDE, la hausse des demandeurs d'emploi est ainsi plus soutenue dans le département que dans l'ensemble de la région, avec +11,6 % contre +9,4 %.

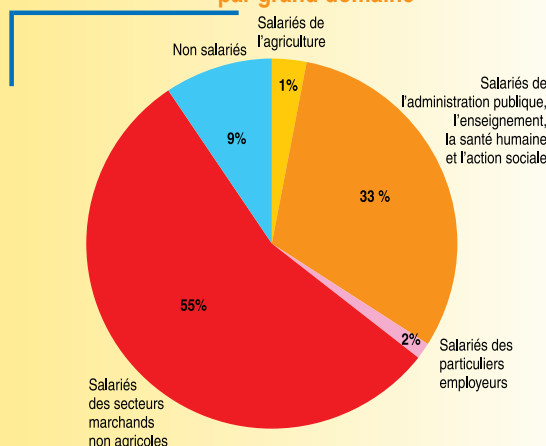
En Haute-Marne, en période de reprise, entre fin 2009 et fin 2011, l'augmentation de la demande d'emploi de catégories ABC ralentit fortement et encore davantage qu'au niveau régional (+4,4 % par an contre +6,6 %) en raison de la forte reprise de l'emploi (+0,3 % contre -0,4 % dans la région). L'amélioration de la demande d'emploi est en partie limitée par la fin de plusieurs dispositifs, dont les CRP contractés en 2009 pour une durée maximale de douze mois : les bénéficiaires de ces dispositifs n'ayant pas retrouvé d'emploi sont reclassés des listes D vers les listes ABC. Ainsi, entre fin 2009 et fin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories D et E diminue fortement (-5,9 %).

Anh Van Lu, Romain Perron

>> Le champ de l'étude : les emplois salariés des secteurs marchands non agricoles

Afin d'établir un diagnostic du marché du travail au plus proche de l'actualité, l'étude utilise les estimations trimestrielles d'emploi qui permettent d'obtenir des informations au niveau régional et départemental 90 jours après la fin du trimestre passé, soit à la date de cette étude, jusqu'au 4^e trimestre 2011. Le champ de l'étude est en conséquence restreint au champ des estimations trimestrielles d'emploi, celui des salariés des secteurs principalement marchands non agricoles. Ce champ pèse, fin 2007, pour 55 % dans l'emploi total du département.

Répartition de l'emploi total dans la Haute-Marne par grand domaine



Source : Insee, estimations d'emplois localisées 2007

Cette étude, réalisée avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (Datar) fait l'objet de douze publications : une de niveau régional, quatre de niveau départemental et sept de niveau zone d'emploi.



MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Les estimations d'emploi au niveau A38 de la nomenclature d'activité française (NAF Rév.2) sur 2010-2011 :

les estimations trimestrielles d'emploi ne fournissent des évolutions d'emploi départementales et régionales qu'au niveau A17 de la nomenclature d'activité française (NAF Rév.2). À ce niveau d'agrégation, les principales industries de Champagne-Ardenne - métallurgie, textile et habillement - sont regroupées au sein d'un seul secteur d'activité : la « fabrication d'autres produits industriels ». Seules les estimations annuelles d'emploi localisées, disponibles sur la période 2001-2009, permettent d'obtenir des évolutions d'emploi à un niveau plus fin de la nomenclature (A38) et ainsi d'établir la distinction entre ces secteurs d'activités. Afin d'analyser les évolutions de l'emploi dans l'industrie à un niveau fin durant la période récente (2010 et 2011), la répartition de l'emploi au niveau A38 a été estimée pour les années 2010 et 2011 à partir des estimations trimestrielles d'emploi et de l'exploitation des données Urssaf.

INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne
10, rue Edouard Mignot - 51079 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60
Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE
Chef du Service Études et Diffusion : Françoise Courtois-Martignoni
Rédaction en chef : Sandrine Rigollot
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois - Création de l'image visuelle : 5pointcom
© INSEE-2011 ISSN 1277-5649 - Dépôt légal 2012

Une version électronique
de ce document est disponible sur :
www.insee.fr/champagne-ardenne
Rubrique :
produits et services, publications